

027

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N°

/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/GKE/2022

28 MARS 2022

POUR LE RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DE L'ENTRETIEN, DE LA REPARATION ET DE LA CONDUITE DES ENGIN DE GENIE CIVIL ACQUIS POUR LES BESOINS DES TRAVAUX EN REGIE PAR LE MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans sa volonté de doter le Cameroun d'un Réseau Routier toujours performant, le Gouvernement de la République a entrepris de procéder à la privatisation de l'entretien routier dans les années 1996-1997.

Cependant, les résultats mitigés de cette option en terme d'impact significatif sur le développement et l'entretien du réseau routier ont amené le Premier Ministre, Chef du Gouvernement à prendre les décrets N° 2014/004/PM du 16 janvier 2014 fixant les modalités de financement des travaux en régie par le Fonds Routier et n°2016/0886/PM du 25 avril 2016 portant Cadre Général de Réalisation des Projets d'Infrastructures en Régie. Ces nouvelles directives du Gouvernement ont ainsi consacré le retour formel des travaux en régie ; la régie étant une approche par « laquelle l'Administration ou une Collectivité Territoriale Décentralisée procède à la réalisation des études, à l'exécution et au contrôle des travaux d'infrastructures par elle-même, au moyen de ses propres ressources humaines, matérielles et financières ».

Cette option du Gouvernement, sous l'impulsion de son illustre « Guide », S.E. Monsieur Paul BIYA, Président de la République, s'est davantage concrétisée non seulement par l'acquisition des équipements de Génie civil, mais aussi et également par la mise en place de la Brigade Nationale des Travaux en Régie (BNTR) lors de la signature du Décret N°2018/461 du 07 août 2018 portant organisation du Ministère des Travaux Publics, structure qui depuis sa création marque de son empreinte les travaux d'entretien routier réalisés par le MINTP.

Eu égard aux objectifs visés par son département ministériel dans le cadre de l'amélioration du réseau routier national et en vue d'un rendement optimal des engins et équipements acquis pour les besoins des travaux en régie, le Ministre des Travaux Publics envisage de recruter un prestataire chargé de l'entretien, de la réparation et de la conduite des engins de Génie Civil.

C'est dans ce contexte que le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt dans le but de constituer une liste restreinte des entreprises chargées de l'entretien, de la réparation et de la conduite des engins de génie civil acquis pour les besoins des travaux en régie par le Ministère des Travaux Publics.

I- OBJET DE LA SOLLICITATION

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des entreprises devant participer à la consultation relative à l'entretien, la réparation et la conduite des engins de génie civil acquis pour les besoins des travaux en régie par le Ministère des Travaux Publics.

II- LANGUE DE TRAVAIL

La langue utilisée est le français ou l'anglais.

III- DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Dans le cadre de sa mission, le cocontractant devra :

- appuyer l'Administration dans le suivi quotidien du parc d'engins et des équipements du Génie Civil acquis par le Ministère des Travaux Publics pour les besoins des travaux en régie ;
- assurer de façon régulière, l'entretien et la réparation desdits engins et équipements par des personnels performants ;
- établir et faire tenir régulièrement au Maître d'Ouvrage le fichier des engins et équipements du Génie Civil en bon état et disponibles auprès des partenaires publics et privés ;
- ~~- conseiller le Maître d'Ouvrage pour une bonne gestion et un fonctionnement optimal desdits engins et équipements ;~~
- assurer la conduite des engins et équipements des travaux en régie par des personnels responsables, disponibles et d'une certaine probité ;
- proposer au Maître d'Ouvrage le renforcement des capacités des personnels de l'Administration dans le secteur de la mécanique et de la conduite d'engins ;
- faire tenir au Maître d'Ouvrage le rapport mensuel de ses activités assorti de ses recommandations ainsi que le rapport final.

IV- CRITÈRES DE QUALIFICATION

Le profil de l'entreprise devra répondre aux spécifications ci-après :

- Être entreprise de droit Camerounais ;
- Justifier des capacités techniques, matériels et du personnel compatible avec les travaux à réaliser ;
- Justifier d'une bonne expérience dans le domaine d'entretien des engins lourds du Génie Civil, de la formation du personnel et de la délivrance des attestations de fin de formation ;
- Disposer d'une capacité financière permettant de préfinancer les travaux.

V- DOSSIER DE CANDIDATURE

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui pourront faire l'objet de vérification.

Les documents constituant l'offre seront répartis en deux volumes ci-après, placés sous simple enveloppe dont :

- **L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;**
- **L'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;**

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A et B), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'ASMI en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre de l'ASMI et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

V-1 : Volume 1 (Dossier Administratif)

Le « volume 1 » comprendra :

Les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois):

- une copie certifiée du registre de commerce ;

- une copie certifiée de la carte de contribuable ;
- une attestation de non redevance ;
- une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
- l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
- L'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandaté, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable ;
- Un plan de domiciliation de l'entreprise.

NB : Toutes les pièces produites devront datées de moins de trois (03) mois. Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

V- 2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

V-2-1 : Le moyen humain :

V-2-1-1 : personnel

Le candidat fournira la liste définissant le personnel clé accompagnée :

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- de l'attestation de disponibilité datée et signée.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro (0).

À cet effet, le candidat devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

N°	Profils/ Formation	Formation/ Qualification	Nbres d'année d'Expérience	Expérience et références
01	Ingénieur de Génie Mécanique (chef d'entreprise)	Génie Mécanique	≥ 05 ans d'expérience générale dans le domaine de l'entretien, de la réparation et de la conduite des engins de génie civil	- Avoir une expérience reconnue dans le domaine de l'entretien et de la réparation des engins et équipements du Génie civil.
02	Techniciens auto	BAC en mécanique	≥ 02 ans d'expérience	- Avoir une expérience reconnue dans le domaine de l'entretien et de la réparation des engins
03	Un Responsable Administratif et financier	Au moins Bachelier de l'enseignement secondaire	05 ans	- Avoir au moins 03 ans d'expérience à ce poste dans des projets du domaine du Génie Mécanique

- a) Absence ou non-conformité de l'une des pièces administratives;
- b) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique;
- c) Note technique inférieur à 70/100;
- d) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération.
- e) Absence d'expériences requises pour cette activité ;
- f) Absence de police d'assurance responsabilité civile du responsable technique de l'entreprise ;
- g) Absence de l'autorisation de vérification des références.

VI-1 : Critères éliminatoires

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

VI- CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION DU CONSULTANT

Cette autorisation dument signée par le candidat, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence et de la qualité du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

V-2-4 : L'autorisation de vérification des déclarations

N°	Type de matériel	Nombre minimum exigé
1	Pick up	2
2	Remorqueuse	1
B-Moyens matériels		
1	Ordinateurs portable	3
2	Imprimantes	3
3	Photocopieuse	1
4	Caisse à outil mécanique auto	1

Le candidat doit justifier de la possession en propre ou en location des moyens logistiques et matériels ci-après :

V-2-3 : Les moyens matériels et logistiques

Le procès-verbal de réception.

- Le certificat de Bonne Fin de l'ouvrage en deux exemplaires ;
- Le lieu d'exécution du projet
- Le nom du Maître d'Ouvrage ;
- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1ère, 2ème, 3ème et 4ème pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
- Pour être validée, cette référence devra être justifiée par les éléments suivants :

Les entreprises devront fournir les documents attestant qu'ils ont pendant au moins dix (10) ans, effectués les différents tâches d'entretien et de réparation des engins lourds du Génie Civil.

V-2-2 : Les références du consultant

No. **027**

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

/ASMI/MINTP/SG/DCT/C/O/IE1/GKE/2022.

28 MARS 2022

TO RECRUIT A CONTRACTOR IN CHARGE OF MAINTAINING, REPAIRING AND OPERATING CIVIL ENGINEERING MACHINERY ACQUIRED BY THE MINISTRY OF PUBLIC WORKS FOR THE EXECUTION OF WORKS UNDER DIRECT.

BACKGROUND AND RATIONALE

The Government of the Republic of Cameroon privatised road maintenance in 1996-1997 as part of its efforts to provide Cameroon with an efficient Road Network.

However, the uneven results of this option in terms of significant impact on road network development and maintenance led the Prime Minister, Head of Government, to issue Decrees No. 2014/004/PM of 16 January 2014, to lay down the terms and conditions for financing works under direct labour by the Road Fund, and No. 2016/0886/PM of 25 April 2016, to set out the general framework for the execution of infrastructure Projects under direct labour. These new government directives have thus formally re-established works under direct labour, an approach by which "the Administration or a Local Authority carries out studies, execution and control of infrastructure works by itself, using its own human, material and financial resources".

This option chosen by the Government, under the impetus of its illustrious "Guide", H.E. Mr. Paul BIYA, President of the Republic, has been further made concrete not only by acquiring civil engineering equipment, but also by establishing the National Brigade for Direct Labour. (NBDL) when signing of Decree No. 2018/461 of 7 August 2018 to organise the Ministry of Public Works, a structure that has proven its worth in road maintenance works carried out by MINTP since its inception.

Considering the purpose of the ministry to improve on the state of the national road network and optimise the performance of the machinery and equipment acquired for the execution of works under direct labour, the Minister of Public Works intends to recruit a service provider in charge of maintaining, repairing and operating Civil Engineering machinery.

In this context, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches a Call for Expression of Interest with the aim of drafting a short list of contractors in charge of maintaining, repairing and operating civil engineering machinery acquired by the Ministry of Public Works for works under direct labour.

I- PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

The purpose of this Call for Expression of Interest is to pre-select contractors wishing to participate in the consultation **for maintaining, repairing and operating civil engineering machinery acquired by the Ministry of Public Works for works under direct labour.**

II- WORKING LANGUAGES

The language shall be French or English

III- DESCRIPTION OF SERVICES

As part of its mission, the consultant shall:

- Support the Administration in the daily monitoring of the fleet of machinery and civil engineering equipment acquired by the Ministry of Public Works for carrying out works under direct labour.
- Ensure the regular maintenance and repair of said machines and equipment by efficient personnel;
- Establish and regularly present to the Project Owner, the file of the civil engineering machines and equipment in good condition and available with public and private partners;
- Advise the Project Owner on proper management and optimal operation of the said machines and equipment;
- Ensure that machines and equipment for works under direct labour are operated by responsible, available and honest personnel;
- Propose, to the Project Owner, capacity building activities for staff in the sector of mechanics and machines operation.
- Present monthly and final reports of its activities and recommendations to the Project Owner.

IV- QUALIFICATION CRITERIA

The Consultant's profile shall match the following specifications:

- Be governed by Cameroon law.
- Show proof of technical, material and personnel capabilities that are compatible with the work to be carried out;
- Show proof of good experience in maintaining heavy-duty civil engineering machines, training staff and delivering end of training certificates;
- Have the financial capacity to pre-finance the works.

V- APPLICATION FILE

Lest they be rejected, the applicant shall present, in a very clear and detailed manner, the following documents, which shall be subject to verification.

Tender constituent documents shall be presented in the following two volumes enclosed in a simple envelope:

- **Envelope A containing Administrative Documents (Volume 1);**
- **Envelope B containing the technical offer (Volume 2);**

All the constituent documents (envelopes A and B) shall be enclosed in a bigger sealed envelope bearing only the subject of the concerned Call for Expression of Interest.

The different documents of each offer shall be numbered in the order indicated in Tender Documents and separated by dividers of same colour other than white.

V-1: Volume 1 (Administrative file)

"Volume 1" shall comprise:

The following administrative documents (originals or certified true copies of no more than three (3) months old):

- A certified copy of the trade register;
- A certified copy of the taxpayer's card;
- An attestation of non-indebtedness;
- An attestation of non-bankruptcy issued by the court with jurisdiction;

- An authorisation to verify the references duly signed by the General Manager, to carry out all verifications deemed necessary, in order to ensure the accuracy of information on the references presented;
- Original copy of an attestation signed by the General Manager of the National Social Insurance Fund, or one of his duly authorised representatives, certifying that the applicant has paid all the required contributions;
- A residence plan of the company.

Note: All documents submitted must date no more than three (3) months. The absence or non-compliance of any of the above documents shall lead to rejection of the tender.

V-2: Volume 2 (Technical file)

The technical file shall comprise:

V-2-1: Human resources

V-2-1-1: Staff

The consultant shall submit the list of key staff accompanied by:

- A signed curriculum vita of each staff;
- A certified true copy of each staff member's diploma;
- An attestation of presentation of the original diploma;
- An attestation of availability, dated and signed.

The staff shall score a zero (0) for non-submission of any of the above documents.

To this effect, the applicant shall show proof of its capability to mobilise the following supervisory staff:

No.	Profile/Educational background	Education/Qualification	Number of years of experience	Experience and references
1	Mechanical Engineer (company manager)	Mechanical Engineering	≥ Five (5) years of general experience in the field of maintenance, repair and operation of civil engineering machines	- Proven experience in maintaining and operating civil engineering equipment.
2	Auto technicians	GCE A/L in Mechanics	≥ Two (2) years of experience	- Proven experience in the field of machines maintenance and repairs
3	One Administrative and Financial Manager	Holder of a GCE A.L at least	5 years	- Must have at least 3 years of experience in this position in the field of Mechanical Engineering.

V-2-2: Consultant's references

The contractors will have to provide documents attesting that they have carried out various tasks of maintenance and repair of heavy duty civil engineering machines for at least ten (10) years.

To be validated, each reference must be justified by the following elements:

- An extract of the contract comprising the 1st, 2nd, 3rd and 4th pages, as well as the cost estimate and signature pages. These documents must be clear and legible;
- The Project Owner name;
- The project execution place;
- An attestation of Proper Completion issued by the Project Owner or by his services.
- The acceptance report;

V-2-3: Material and logistical resources

The applicant shall show proof of the following logistical, technical resources and equipment (owned or hired):

No	Type of equipment	Minimum number
A-Logistical resources		
1	Pick Up	2
2	Towing truck	1
B-Material resources		
1	Laptop	3
2	Printers	3
3	Photocopier	1
4	Auto mechanical tool box	1

V-2-4: Authorisation to verify declarations

This authorisation duly signed by the General Manager of the technical consulting firm, shall enable the Minister of Public Works to carry out all verifications deemed necessary, to ensure the existence and quality of the equipment listed in the application file and the accuracy of information relating to the references presented to the Project Owners concerned.

VI- EVALUATION AND SELECTION CRITERIA

After the submission of offers, they shall be evaluated based on the following criteria:

VI-1: Eliminary Criteria

- a) Absence or non-compliance of one of the administrative documents;
- b) False declaration, falsified or unauthentic document;
- c) Technical score less than 70/100;
- d) Presence of a public service employee without justification of his availability.
- e) Lack of required experience for this activity
- f) Lack of management liability insurance policy for the company's technical manager;
- g) Absence of authorisation to verify declarations.

VI-2: Essential criteria

- Staff out of 50 points;
- Candidate's references out of 20 points;

- Material resources **out of 30 points.**

Only candidates who obtain a technical score of at least seventy (70) points out of one hundred (100), at the end of the evaluation will be selected.

The Project Owner reserves the right to reject the application of contractors who, in an ongoing contract with MINTP, will have received a formal warning, establishment of defects or termination notice.

VII- SUBMISSION OF FILES

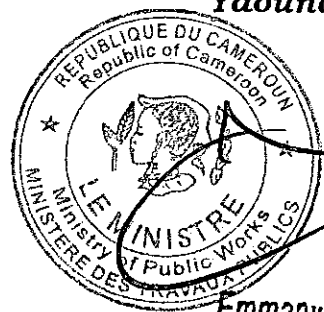
Drafted in quintuplet (5) including one (1) original and four (4) copies, labelled as such, the files shall be submitted, in a sealed envelope to the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 207 latest on ~~28 APR. 2022~~ **28 MARS 2022** at 3 pm. They shall bear following:

027 CALL FOR EXPRESSION FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. **027** /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/GKE/2022. **28 MARS 2022**
**TO RECRUIT A SERVICE PROVIDER IN CHARGE OF MAINTAINING,
REPAIRING AND OPERATING CIVIL ENGINEERING MACHINERY ACQUIRED
CQUIRED BY THE MINISTRY OF PUBLIC WORKS FOR THE EXECUTION OF
WORKS UNDER DIRECT."**

VIII- FURTHER INFORMATION

Further information on this Call for Expression of Interest may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, Tel.: 222 22 92 34, or at the Planning, Programming and Standards Division.

Yaounde, 28 MARS 2022


Emmanuel NGANOUD.